REPUBLIQUE FRANÇAISE - DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

QUATRIEME CIRCONSCRIPTION

André VANCO



CANDIDAT PRESENTÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Ancien Conseiller Municipal de Beausoleil,
Combattant de la Résistance
Contrôleur de l'U.R.S.S.A.F.

Au cours des mois de mai et juin 1968, nous avons assisté à un mouvement populaire d'une exceptionnelle importance.

Dix millions de travailleurs manuels et intellectuels se sont mis en grève. Ils étaient en lutte parce que dix années de politique antisociale, de démocratie bafouée les y ont contraints. Ils veulent vivre mieux.

Ils veulent être des citoyens et non des sujets.

Les 120 000 grévistes des Alpes-Maritimes en avaient assez d'une situation économique et sociale catastrophique. On compte près de 15 000 chômeurs dans notre département.

C'est la conséquence de la politique gaulliste aggravée par la gestion centriste.

Dix années de pouvoir gaulliste ont ainsi accumulé un profond mécontentement parmi les petits et moyens paysans, les artisans et les commerçants. Les uns sont contraints de quitter leurs terres par la mévente et les bas prix agricoles à la production (qui n'apportent d'ailleurs aucun avantage aux consommateurs) ; les autres sont écrasés d'impôts.

C'est pourquoi la population a entouré les travailleurs de sa sympathie agissante, approuvant l'extraordinaire sang-froid dont ils ont fait preuve, reconnaissante pour ce que les grévistes ont fait afin de gêner le moins possible la population.

LE PARTI COMMUNISTE et ses élus, s'élèvent contre les réformes de structures autoritaires enlevant aux conseils municipaux toutes prérogatives, et contre l'auto-financement imposé par la taxe d'assainissement. Ce qu'ils veulent, c'est des crédits suffisants pour mener à bien les projets communaux.

Les importantes revendications obtenues constituent des victoires ouvrières, arrachées de haute lutte à de Gaulle et au grand patronat.

Il faut maintenant généraliser ces premiers succès.

Le PARTI COMMUNISTE soutient sans réserve les légitimes revendications des travailleurs. Il lutte à leur côté pour l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale, l'échelle mobile des salaires, la réduction



Nicolas PILIPENCO

Secrétaire de la Fédération
du Parti Communiste Français
Ancien Conseiller Municipal
de Menton

du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, des prix agricoles rémunérateurs, des retraites décentes, une profonde et démocratique réforme de l'Université.

C'est pourquoi le Parti Communiste Français milite à un changement complet de politique permettant d'élargir et consolider les satisfactions obtenues, évitant ainsi qu'elles soient remises en cause d'une façon ou d'une autre.

Le pouvoir gaulliste est très sérieusement affaibli. Il tente par des promesses de tromper une fois de plus le peuple. Qui pourait avoir confiance dans les tardives déclarations d'intention après 10 ans de pouvoir absolu, autoritaire, au seul service des trusts de l'industrie et de la finance : politique contraire à l'intérêt national bien compris.

« LA PARTICIPATION » que propose le gaullisme, c'est une assemblée nationale sans pouvoirs réels, des assemblées locales sous le carcan de la tutelle préfectorale, des conseils d'administration de la Sécurité Sociale désignés, des « négociations » fictives, l'O.R.T.F. vassalisée, etc...

Pour les travailleurs, la vieille duperie de l'association capital-travail.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS lutte pour une France moderne, prospère, sociale et pacifique. C'est le sens du programme novateur au contenu social avancé, que nous proposons aux Françaises et aux Français. Il permettrait d'allier le progrès social et l'expansion économique, de se donner les moyens d'une autre politique en s'attaquant aux énormes profits des grands monopoles qui règnent en maîtres sur notre pays.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS propose que soit élaboré un programme commun de gouvernement par toutes les forces de gauche. Il lutte pour consolider l'union de la Gauche, seule alternative démocratique au gaullisme.

Le choix est donc entre dictature et démocratie, récession et progrès social :

Les fauteurs de désordre ? Ce sont le gouvernement et le patronat qui pour préserver leurs privilèges, pratiquent l'anticommunisme le plus vulgaire, et se servent à cet effet, des possibilités que leur donnent certains groupes irresponsables et provocateurs.

DIX ANS ÇA SUFFIT ! C'est ce que pensent les travailleurs des villes et des campagnes, les étudiants, les enseignants, les différentes catégories de la population qui ont les mêmes intérêts face à un adversaire commun.

Le Parti de la Classe Ouvrière, le Parti des Fusillés n'a pas de leçon de patriotisme à recevoir des magnats de la finance ou du parti pro-américain qui approuve le génocide du Vietnam.

Nous avons la plus grande confiance dans le jugement de la population.

Plus les Communistes auront de voix, plus facile sera la marche vers la démocratie et le progrès social.

Les hommes et femmes de gauche, tous ceux qui en ont assez, se rassembleront à nouveau, comme en mars 1967, comme en mai 1968.

Ne dispersez pas vos voix, dès le premier tour,
VOTEZ et FAITES VOTER MASSIVEMENT

POUR *André VANCO*

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

IMP. VICTOIRE. - NICE